



**9th EGP Council Meeting  
Montreuil, Paris, les 9-12 octobre 2008**

## **Adopted resolution**

### **Une bride verte sur le capitalisme**

Ces dernières semaines ont vu l'effondrement de quelques-unes des banques les plus puissantes au monde, la nationalisation d'établissements bancaires aux États-Unis et en Europe, l'injection de centaines de milliards d'euros de liquidités par les banques centrales, et une chute vertigineuse des bourses. Jusqu'à présent, les marchés se sont montrés incapables de trouver une solution à la crise qu'elles ont-elles-mêmes engendrée, et à endiguer les conséquences désastreuses pour des centaines de milliers de personnes qui perdront leur logement et leur emploi, ainsi que pour les entreprises confrontées à une pénurie de crédit sans précédent. Il ne s'agit là que de quelques effets néfastes de la crise du **néolibéralisme**. Avec un peu de chance elle marquera la fin de l'ère de la déréglementation financière poursuivie par les gouvernements de droite et de gauche depuis la fin des années 1970. Il est remarquable que, 40 ans plus tard, certains d'entre eux défendent encore la fiction selon laquelle les marchés s'autoréguleront en optimisant les processus et en assurant les liquidités, et que l'argent des plus riches finit par profiter à tout le monde.

Les États-Unis et l'Union européenne doivent prendre en main le capitalisme financier tel qu'il existe aujourd'hui. Ils doivent trouver et mettre en œuvre un système approprié de régulation. Néanmoins, avant de pouvoir développer et mettre en œuvre des règlements cohérents, nous devons comprendre les causes sous-jacentes de la crise financière – et ces causes ne sont pas uniquement liées à la finance. Les racines du problème résident dans les idéologies et les choix politiques conscients qui vont au-delà du monde financier. Il doit conduire à des changements dans la manière avec laquelle les marchés financiers sont régulés, mais aussi à des changements dans les questions concernant les (in)égalités, l'imposition, la redistribution des revenus et la gestion de la fin de l'ère de l'essence bon marché.

Il existe trois causes premières à la crise actuelle.

1. La première concerne la déréglementation du système financier qui a permis de développer de nouveaux produits financiers opaques sans rapport avec la réalité économique. Ces produits possédaient par exemple une valeur ésotérique plutôt qu'une valeur réelle. De plus, les règles prudentes de contrôle de l'activité bancaire ont été largement contournées avec la bénédiction des autorités financières publiques: ces banques ont créé des produits qui contenaient des titres dérivés de créances à hauts risques sur lesquelles les banques ne possédaient pas de contrôle. Enfin, la titrisation qui aurait dû réduire le profil de risque a conduit les banques à s'engager au contraire dans des domaines encore plus risqués.
2. Le deuxième facteur concerne l'afflux massif d'argent sur le marché. Cet argent provenait:
  - de prêts émanant de pays devenus riches grâce à leur contrôle sur les carburants fossiles, ainsi que d'économies émergentes;
  - des systèmes de protection sociale: l'investissement massif de fonds d'assurance vie et de retraite de la part des établissements chargés de les gérer (compagnies d'assurance, fonds institutionnels...);

- d'une augmentation significative des inégalités de revenus et de propriété qui a permis le placement de fortunes personnelles sur le marché;
  - du changement dans la redistribution des revenus au détriment des salaires et des bénéfices du capital. Jamais les dividendes de ces organisations n'ont été aussi élevés.
3. La troisième cause réside dans l'endettement excessif. Dans un contexte d'inégalités sociales croissantes, la tension concernant le pouvoir d'achat des ménages, les faibles taux d'intérêts, notamment aux États-Unis, les hausses des prix immobiliers et les incitations constantes à consommer, l'endettement des ménages s'est emballé non seulement aux États-Unis, mais aussi au Royaume-Uni, en Irlande, en Espagne et dans d'autres pays. C'est l'endettement des ménages et les créances des moins solvables qui ont été vendus et revendus par les banques américaines à d'autres acteurs sur les marchés financiers et qui ont été vendus ultérieurement, permettant au système de se laver les mains de toute responsabilité.

En conséquence, de grandes sommes d'argent servent à acheter des créances de plus en plus risquées sans un système public adéquat de régulation.

**Dans ce contexte, le PVE soumet les propositions suivantes:**

À court terme, les gouvernements n'ont pas d'autres choix que d'agir afin de prévenir l'effondrement du système bancaire en fournissant des garanties d'État ou en injectant des capitaux, grâce à l'argent des contribuables. Au même moment, les gouvernements trouvent des milliards pour sauver des banques qui sont responsables de leurs propres problèmes, mais sont incapables de trouver le financement nécessaire pour lutter contre la faim, le chômage, la dégradation de l'environnement, la perte de biodiversité et pour financer l'aide au développement. Ce sauvetage n'est pas légitime s'il n'est pas contrebalancé par d'autres mesures.

***Mesures visant à assurer la stabilité et la transparence du système financier***

- Tout d'abord, les rémunérations des cadres et des traders financiers doivent être fortement réduites. Elles ont été en fait une des causes profondes de la crise actuelle, dans la mesure où les grandes banques ont tenté à tout prix de gonfler artificiellement la performance de leurs fonds afin de justifier les salaires scandaleux de leurs traders. Cela a encouragé les cadres à prendre des risques inconsidérés dans la négociation des créances. Désormais, leurs salaires doivent être conformes à la performance réelle, durable.
- La proposition faite il y a longtemps par les Verts d'appliquer une taxe sur les transactions financières (type taxe Tobin/Spahn) doit être mise en œuvre de toute urgence au niveau européen.
- Tous les instruments financiers actuellement commercialisés et vendus par les établissements financiers, surtout ceux qui permettent la titrisation des emprunts, doivent être examinés par une fondation chargée de tester les services financiers, mise sur pied au niveau européen. Ceux dont l'innocuité et la valeur ajoutée pour l'économie sont douteuses doivent passer par une procédure supplémentaire d'agrément.
- De même, la vente à découvert, qui consiste à spéculer sur la baisse de valeur des actifs, doit être interdite de manière permanente;
- Il a été démontré que l'évaluation des actions selon le principe de la juste valeur (valorisation au prix du marché) alimente la crise et devrait être réformée;

- Il faut prendre des initiatives au niveau européen pour s'occuper effectivement de l'agrément, de la transparence et du contrôle des fonds spéculatifs;
- De même, il faut agir de manière plus décidée pour empêcher la fraude et l'évasion fiscales, en fermant effectivement les paradis fiscaux à l'intérieur de l'Union européenne et en exerçant une pression sur ceux situés à l'extérieur de l'Union européenne.
- Il faut étudier les mesures qui empêchent effectivement les actionnaires spéculateurs d'exercer un contrôle sur les entreprises (par exemple en imposant des délais avant que leurs droits de vote ne deviennent effectifs)

#### ***Mesure visant à améliorer la protection du consommateur***

- Dans l'Union européenne, les dépôts auprès des établissements financiers doivent être garantis à concurrence d'au moins 100 000 euros; à cet effet, il faut constituer une réserve **à laquelle** tous les établissements financiers **devront contribuer** là où elle n'existe pas encore;

#### ***Mesures visant à améliorer le cadre réglementaire***

- Les règles comptables doivent garantir que les bilans et les comptes des entreprises reflètent la réalité économique, par exemple en limitant de manière draconienne la capacité des établissements financiers à éliminer les risques essentiels de leurs bilans et en abandonnant les règles qui reposent exclusivement sur la valeur marchande à court terme;
- Une initiative doit être prise au niveau de l'Union européenne pour créer une agence de notation européenne indépendante;
- Enfin, le paquet réglementaire doit être soutenu par la création d'un gendarme des marchés financiers à l'échelle de l'Union européenne, qui surmonte la fragmentation nationale de la supervision bancaire et qui soit suffisamment fort pour appliquer la réglementation.

#### ***Mesures visant à diminuer les effets négatifs sur l'économie réelle***

- La coordination au niveau de l'Union européenne sur les mesures en vue de réduire les effets négatifs de la crise du secteur financier sur les autres secteurs de l'économie.
- Des mesures budgétaires anticycliques doivent être prises pour surmonter la crise.
- Afin de contrer l'effet de la pénurie du crédit sur les entreprises (surtout les PME), la Banque centrale européenne doit fournir les liquidités suffisantes.

Enfin, il serait également contraire à l'éthique que ceux dont l'action a rendu cet effondrement possible échappent à toutes les conséquences. Il faut ouvrir des enquêtes afin de déterminer si le cadre réglementaire actuel, bien que limité, a été enfreint (surtout en termes de transparence) et tenter des poursuites le cas échéant.

Politiquement, au niveau de la commission de l'Union européenne, le commissaire McCreevy a été un des principaux promoteurs de la dérégulation des marchés financiers, avec le soutien inconditionnel du président Barroso. Ils portent une lourde responsabilité dans cet

effondrement et nous ferons tout ce que nous pourrons pour empêcher le retour d'une commission Barroso/McCreedy en 2009.

## **Conclusions**

Compte tenu de la nature multinationale des banques européennes, il est peu probable qu'il y ait un plan européen commun concernant la finance. Néanmoins, il est essentiel que les décisions des États membres soient coordonnées et cohérentes. À cet égard, les décisions de l'Écofin du 7 octobre 2008 constituent un pas dans la bonne direction, mais elles ne vont pas assez loin.

Au-delà de ces propositions d'urgence, nous devons traiter une série de questions concernant l'idéologie dominante du libéralisme dans les domaines de la fiscalité et du crédit, la lutte contre l'inégalité, le financement de la protection sociale, etc. Les documents votés par le PVE concernant l'économie (avril 2008 à Ljubljana) et les affaires sociales (octobre 2008, Montreuil) contiennent des propositions capables de fournir un nouveau cadre politique européen à chaque État membre.

La crise financière représente une occasion historique de tracer une nouvelle voie de développement qui ne sera pas basée sur la maximisation du profit à court terme, mais plutôt sur l'orientation de l'Europe et du monde vers le développement durable, en maximisant le bien-être de toute l'humanité. L'Europe doit être un moteur de cette transformation. Cette nouvelle direction fournira aux Verts le dynamisme nécessaire pour gagner plus de voix lors des élections européennes de juin 2009.